

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 30/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBERT ET DUVAL

Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez
BP 141
42700 Firminy

Références : UID4243-EAR-23-182_RAP
Code AIOT : 0006103348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement AUBERT ET DUVAL implanté Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La dernière inspection du site a été réalisée en 2020 (cf. rapport d'inspection UID4243-EAR-020-520 du 2 novembre 2020).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT ET DUVAL
- Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy
- Code AIOT : 0006103348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Aubert et Duval de Firminy réparti sur 20 ha appartient au groupe Groupe ERAMET (extraction valorisation des métaux - alliages de haute performance - 13 000 collaborateurs - 20 pays - 36 sites miniers).

Ce site de Firminy comprend 160 collaborateurs dont les activités de forge sont destinées aux usages : outillages, défense terrestre, nucléaire militaire et civil, aéronautique.

La production à des fins militaires (« camion équipé d'un système d'artillerie » - CAESAR) relance pour les deux années à venir l'activité (passage de 2*8 à 3*8 ; charge de la forge à 60% prévue pour 2023).

L'activité de l'aciérie est arrêtée depuis 2018 ; la réception de lingots s'opère depuis le site LES ANCIZES-COMPS (63) où l'activité a été transférée.

Le site comprend :

- une presse : 4500 t avec manipulateur 50 t ;
- pour le traitement thermique, 11 fours horizontaux et 2 fours verticaux ;
- pour la trempe, 2 bâches horizontales (eau et huile) et 1 bêche à eau verticale ;
- 2 presses de finition ;
- pour le travail mécanique : 8 tours parallèles dont 5 jusqu'à 22 m de long.

En termes d'actualités :

- une cession de terrain au Nord du site est à l'étude avec SEM (tiers demandeur) dans le cadre d'un projet de réhabilitation d'APERAM (aménagement d'une zone d'activité) ;
- l'année 2022 a été marquée notamment par
 - * déclaration environnementale groupe ;
 - * validation émissions CO2 ;
 - * AMR pour les IRDEFA ;
 - * audit TMD, Assurance et ISO 14001 45001 50001 ;
 - * l'arrêté préfectoral sécheresse ;
 - * contrôles inopinés TAR et STEP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- classement ICPE,
- suivi RSDE,
- rejet des eaux de TAR,
- émissions atmosphériques,
- nuisances sonores,
- évaluation du risque sanitaire,
- cessation d'activité,
- galerie minière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rejets aqueux de TAR	Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Bâche de trempe à huile	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Aciérie / cessation	R. 512-39-1 et suivant CE	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Aciérie / suites de cessation	article R512-75-1 du Code de l'environnement	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Galerie minière et rejet industriel	article L.512-20 du Code de l'environnement	Incomplétude des suites données au constat 4 du rapport UID4243-EAR-020-520 d'inspection du 2 novembre 2020	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Antériorité	Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 1	/	Sans objet
2	Activités classées	Arrêté Préfectoral du 28/04/2015, article 1	/	Sans objet
3	Meilleures technologies disponibles	article R. 515-70 II du Code de l'environnement	/	Sans objet
5	Rejets aqueux / tranchées	Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 4	/	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13	/	Sans objet
11	Energie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 7.3	/	Sans objet
12	Emissions sonores	AP Complémentaire du 27/10/1997, article 6	/	Sans objet
13	Evaluation du risque sanitaire	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 10	/	Sans objet
14	Surveillance rejets atmosphériques - transmission rapports	AP Complémentaire du 29/04/2015, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une inspection complémentaire demande à être programmée spécifiquement sur le sujet de la galerie minière, à réaliser en 2023.

L'inspection préparera un arrêté préfectoral complémentaire de consolidation des prescriptions s'appliquant au site à date (classement ICPE, émissions atmosphériques, surveillances des eaux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Antériorité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Validité des arrêtés préfectoraux antérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si l'AP du 05/03/1993 n'abroge pas celui du 30/12/1977, les prescriptions non modifiées ni abrogées par les arrêtés postérieurs restent valides
Constats : Le travail de recensement des actes, totalement ou partiellement en vigueur pour le site, amène dans un premier temps à considérer l'arrêté préfectoral de 1993. Son article 1er (point3) mentionne que " les prescriptions non contraires au présent arrêté, édictées par les arrêtés des 28 Mars 1984 et 30 Décembre 1977 restent applicables". Sur la base du document " <i>2019-10-22 - AD Firminy - Synthèse des évolutions des prescriptions préfectorales.docx</i> ", M. PYRAT rapporte la situation administrative du site.
Observations : Dans la perspective d'un nouvel arrêté complémentaire consolidant la situation à date, celui-ci demande que l'inspection réalise un retour à l'exploitant sur : <ul style="list-style-type: none">- les prescriptions en vigueur ;- les suites RSDE (cf. autre point de contrôle) ;- l'ensemble des prescriptions et AP abrogés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Activités classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2015, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités classées du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP du 28/04/2015, proposition de l'exploitant du 14/06/2018 et évolutions récentes de la nomenclature
Constats : La version précédente n'étant pas exploitable, la proposition de tableau des activités classées du site est à transmettre à l'inspection sous un format de type .xls ou .ods. Post-inspection, le fichier a été fourni par courriel du 22/12/2022. Son examen sera réalisé par l'inspection en 2023 dans le cadre des travaux d'élaboration d'un arrêté préfectoral complémentaire de consolidation des prescriptions du site (cf. précédent point de contrôle).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Meilleures technologies disponibles

Référence réglementaire : article R. 515-70 II du Code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, Application des MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions. »
Constats : S'agissant des rejets atmosphériques, les machines et fours raccordables à un même émissaire sur le plan technico-économique se répartissent par atelier (atelier de forge et atelier de traitement thermique). Il n'y a pas d'autre four en service ; la chaudière vapeur est définitivement arrêtée. Les seuls fours en activité sont les fours de trempe et recuit. Il n'y a donc pas d'installation de combustion relevant de la rubrique 2566. Les valeurs limites applicables sont donc celles prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 car le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3220. Le projet d'arrêté préfectoral consolidé reprendra donc les paramètres à surveiller et les valeurs limites d'émission prévues par les arrêtés ministériels correspondants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux de Tours Aéro-Réfrigérantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux industrielles / Biocides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article définissant les rejets en eau industrielles et les paramètres analysés et leur fréquence.</p> <p>Par ailleurs, l'AMPG 2910 E. du 14/12/2013 prévoit : art. 39 "I [...] Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel." --> cf. tableau de l'article 38 prévoyant notamment suivi des THM et AOX.</p> <p>"II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, notamment au regard des biocides utilisés, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées."</p>
<p>Constats : L'exploitant analyse les biocides dans la batterie analytique des émissions du site (cf. le tableau de suivi de la step du site et le chapitre 3.2 du document "2 021-03-11 - Aubert & Duval Firminy - Positionnement RSDE révisé.docx 11 mars 2021"). Les purges et vidanges se font vers la STEP du site et les prélèvements en sortie de STEP.</p> <p>Bien que l'abattement des biocides par la STEP (physico-chimique ; chlorure d'Al et floculent) soit marginal, l'exploitant rapporte l'intérêt d'un traitement des flux en provenance des bâches de trempe à eau chargées en oxydes métalliques (source : croute de calamine).</p> <p>La STEP peut traiter 390 m³/jour ; elle doit pouvoir traiter les eaux de ruissellement des zones parcs à ferraille.</p> <p>Selon les données disponibles à la fin octobre 2022 (18 000 m³ d'eau), la TAR représente 1/20ème des volumes traités.</p>
Observations : Afin de suivre les rejets spécifiques des TAR avant dilution dans les flux traités par la STEP, des points de prélèvements sont à mettre en place en amont de leur rejet dans la STEP dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets aqueux / tranchées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2017, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des impacts hors site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Barrières hydrauliques de confinement / Tranchées drainantes</p> <p>Des barrières hydrauliques de confinement des eaux souterraines sont en place au droit des ateliers de traitement thermique et d'usinage, ainsi qu'au niveau du dépoussiéreur aciérie conformément aux dispositions prévues dans le dossier de « recollement des chantiers de maîtrise de la pollution des sols par des huiles » transmis à l'inspection des installations classées le 10/08/2007.</p> <p>-la tranchée drainante au droit de l'atelier d'usinage est équipée de trois pompes immergées,</p> <p>-la tranchée drainante au droit de l'atelier de traitement thermique est équipée de trois pompes immergées, assurant une capacité maximale de pompage de 108 m³.</p> <p>Ces barrières de confinement permettent de contenir les eaux polluées sous le site afin de limiter l'impact en aval hydraulique du site.</p> <p>La côte de rabattement de la nappe retenue doit se situer à 50 centimètres sous le niveau du fond de l'Ondaine, de manière à ce que la nappe s'écoulant vers l'Ondaine soit intégralement interceptée par ces tranchées drainantes.</p> <p>Le rabattement sera maintenu dans ces deux ouvrages a minima jusqu'à ce que les eaux pompées respectent les limites de rejets dans l'Ondaine définies à l'article 2- Rejets aqueux du présent arrêté.</p> <p>Cette conformité devra être constatée sur au moins trois analyses consécutives et devra faire l'objet d'un rapport argumenté transmis à l'inspection des installations classées avant tout arrêt du rabattement.</p> <p>Les rondes définies dans les autres dispositions du présent arrêté devront être maintenues a minima une année supplémentaire à compter de l'arrêt du rabattement.</p> <p>Constats : Les pompages sont toujours opérationnels actuellement ; il n'y a pas de calendrier prévisionnel d'arrêt des rabattements de nappe. Conformément à la prescription, l'exploitant confirme qu'un tel arrêt ne pourra être envisagé qu'après constat et validation de l'épuisement de la pollution.</p> <p>Sur le plan technique, il est rappelé les différences entre usinage/traitement (pompes pneumatiques surdimensionnées permettant l'absence de battement de nappe) et les dépoussiéreurs (battement possible).</p>
Observations : A la demande de l'inspection, l'exploitant prépare les calculs de flux de chaque tranchée drainante après évaluation de leur débits afin de connaître leurs contributions respectives.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bâche de trempe à huile

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique : 2561 "Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/Nm3 dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3. Les valeurs limites d'émission, exprimées en concentration, se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés. a) Poussières - Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm3 de poussières. - Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm3 de poussières. b) Point de rejet Le point de rejet dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. L'exploitant est dispensé de cette obligation si le système de captage et d'épuration garantit l'absence de nuisance pour les riverains." Constats : M. CHANIAC doit transmettre les analyses réalisées entre 2019 et 2022 ; leurs résultats sont à commenter au regard des VLE de la rubrique 2561. M. PYRAT indique que : - qualitativement, les rejets sont analogues à ceux d'une combustion de gaz naturel ; - bien que les flux soient variables selon les émissaires, les concentrations sont en général inférieures à 2mg/Nm3 ; - les débits des extracteurs ne sont pas forcément constants mais sans pour autant présenter de grosses variations ; - sur l'atelier de traitement thermique, les installations ne fonctionnent que rarement à leur puissance nominale du fait des cycles de chauffage/refroidissement. Observations : Les résultats de rejets entre 2019 et 2022 ont été transmis post-inspection (courriel du 22/12/2022). Il est attendu sous un mois une synthèse commentée des résultats sur cette période au regard des VLE en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : VI. Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <p>Composés / Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)</p> <ul style="list-style-type: none"> - cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) - arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te) - plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm³ exprimée en Pb - antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés 50 MW ≤ P < 100 MW : 5 mg/Nm³ (Pour la chaudière autorisée avant le 1er novembre 2010 : 10 mg/Nm³) 100 MW ≤ P : 5 mg/Nm³ (Pour les 2 Chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002, ou qui ont fait l'objet d'une demande complète d'autorisation avant cette date pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 : 10 mg/Nm³)
<p>Constats : L'exploitant indique que les émissaires de la forge et de l'usinage ne présentent pas de rejets significatifs. Il est fait référence à la synthèse réalisée en 2010 à ce sujet. M. PYRAT précise qu'il n'est pas prévu d'augmentation de ces rejets.</p>
<p>Observations : L'inspection prend note de ces éléments en prévision de la rédaction d'un nouvel arrêté complémentaire à proposer pour consolider les prescriptions applicables au site, dont celles relatives aux rejets atmosphériques</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : R. 512-39-1 et suivant CE
Thème(s) : Situation administrative, Abrogation de l'AP du 25/03/2015
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- R512-39-1 CE</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p> <p>- R512-39-3 CE <i>relatif au mémoire de réhabilitation</i></p>
<p>Constats : L'arrêt de l'activité d'aciérie a eu lieu début 2018 ; cette surface du site est amenée à accueillir une zone d'expéditions.</p> <p>Par ailleurs, l'actuel zone d'expéditions devrait être cédée à SEM (projet de réhabilitation du site APERAM ; création d'accès pour ZI) en tant que tiers demandeur ; la lettre d'intention est encore attendue au jour de l'inspection.</p>
Observations : La production des mémoires de réhabilitation est attendue tant pour l'aciérie que pour les actuel bâtiments d'expéditions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : article R512-75-1 du Code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, mise en sécurité, analyses de sols et eaux souterraines et suppression des
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination de l'usage futur selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état.</p>
<p>Constats : Concernant la part de mise en sécurité relative aux déchets, les opérations suivantes étaient programmées au jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - départ d'un fût le vendredi suivant l'inspection, - deux contenants de produits fluorés qui devaient partir début 2023. <p>Les scraps n'ont pas encore été pris en charge.</p>
<p>Observations : A l'appui des documents attestant des prestations et opérations nécessaires, l'exploitant rend compte à l'inspection de la mise en sécurité de l'aciérie (volet déchets).</p> <p>Concernant la réhabilitation, cf. la demande formulée de production du mémoire correspondant dans le point de contrôle précédent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Economies d'énergie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article spécifique aciérie</p> <p><i>"Article 7.3. Four de réchauffage et de traitements thermiques</i></p> <p><i>Des mesures opérationnelles sont mises en place afin d'éviter les pertes d'air et de chaleur lors du chargement des fours.</i></p> <p><i>Lors de modifications majeures de fours existants et lors de construction de nouveaux fours, un dispositif de récupération de la chaleur dans les gaz d'échappement sera mis en œuvre.</i></p> <p><i>Afin de permettre un taux maximal d'enfournement à chaud et ainsi de réaliser des économies d'énergie et une baisse des émissions atmosphériques, les lingots en provenance de l'aciérie sont enfournés à chaud à la forge et les pièces forgées sont rapidement transportées et enfournées aux traitements thermiques."</i></p> <p>Constats : Dans un contexte de tensions sur les approvisionnements et les coûts liés à l'énergie au moment de l'inspection, l'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - selon lui, le site est considéré pour l'approvisionnement en gaz comme « utile à la Nation » étant donné ses activités au profit de la Défense ; - pour le gaz, une coupure l'alimentation peut perturber le process de trempe et poser des problèmes de qualité de l'acier ; - pour électricité, les annonces préalables et confirmation sous 2h permettront au site d'anticiper correctement. <p>L'arrêt de l'aciérie implique une absence de risque grave lié à des coupures d'alimentation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/1997, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores et émergences
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>-Article 6 de l'APC du 27/10/1997 :</p> <p><i>"6.1 Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</i></p> <p><i>6.2-Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.</i></p> <p><i>6.3-Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.</i></p> <p><i>6.4 L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs, etc...) Gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</i></p> <p><i>6.5-Niveaux de bruits limites (en dB(A))</i></p> <p><i>Le tableau ci-après fixe:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée - les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. <p><i>[tableau]</i></p> <p><i>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne doit pas excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.</i></p> <p><i>Les émergences admissibles fixées dans le tableau ci-dessus doivent être respectées à partir d'une distance de 100 mètres par rapport aux limites de propriété de rétablissement.</i></p> <p><i>6.6-La mesure des émissions sonores est fait selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.</i></p> <p><i>L'exploitant doit faire réaliser annuellement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements définis par les études du LECES et de l'AINF effectuées en 1991-1992- 1993 et 1994.</i></p> <p><i>6.7 Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées."</i></p> <p>Par ailleurs :</p> <p>- APC 09/02/2010 art. 8 :</p> <p><i>"Afin de limiter les nuisances sonores à l'extérieur du site, l'ensemble des ventilateurs sont implantés sur des amortisseurs. A l'échéance du 31 décembre 2010, l'ensemble des ventilateurs à l'origine d'émergences non conformes seront capotés.</i></p>

Un rapport détaillant l'ensemble des travaux et des résultats de mesures sera transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de la réalisation des travaux.

A compter de la réalisation de ces travaux, une campagne annuelle de mesures sera réalisée. Le résultat des mesures est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les corrections à éventuellement apporter."

Constats : L'inspection rappelant la passif de gestion des non conformités traitées depuis en lien avec des plaintes de voisinage, M. CHANCIAC confirme la réalisation de mesures annuelles de contrôle conformément à l'article 6.6 de l'APC du 27/10/1997.

Il est fait état du rapport réalisé pour l'année 2022 avec :

- un bruit résiduel réalisés avec arrêt des activités du site ; nota : une attention a été portée sur sa détermination considérant le dépassement inexpliqué de l'année 2021 ;
- 3 points de mesure en limite de propriété ;
- 3 points de mesure en Zone à Emergences Réglementées.

Les résultats étant réglementairement conformes.

Vu l'arrêté préfectoral n° 17.744 du 27/10/1997, la transmission du rapport du 14/09/2022 (EchoAcoustique) le 22/12/2022 n'appelle pas de remarque complémentaire à ce rapportage de la part de l'inspection.

Observations :

Les futures campagnes de mesures devront s'attacher :

- comme en 2022, à la détermination la plus représentative possible du bruit résiduel ;
- au bon référencement de l'arrêté préfectoral précité (cf. erreurs sur numéro et date dans le rapport).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Evaluation du risque sanitaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, ERS/IEM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 10: Evaluation de risques sanitaires</p> <p>L'exploitant réalisera une évaluation de risques sanitaires dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Cette évaluation se basera sur le guide méthodologique « Évaluation des risques sanitaires dans les études d'impacts - ICPE », Ineris 2003. Cette étude devra s'appuyer a minima sur un bilan détaillé des émissions atmosphériques (diffuses, canalisées et fugitives). L'ensemble des voies d'expositions non retenues dans l'étude feront l'objet d'un argumentaire détaillé.</p> <p>Cette étude sera intégrée dans la demande d'autorisation d'exploiter en vue de l'augmentation de capacité du site si le délai de transmission de ce dernier est compatible avec le délai fixé au présent alinéa.</p>
<p>Constats : La dernière évaluation des risques sanitaires a été réalisée en 2011.</p> <p>L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cette évaluation a été réalisée alors que l'aciérie était en fonctionnement, avec des points de surveillance environnementale associés (jauges OWEN). - les rejets ont été depuis divisés notablement, les résultats de calculs de risque (ERI et QD) déjà acceptables n'ont pu que s'améliorer encore.
<p>Observations : L'inspection prend note et procède à l'examen de l'argumentaire pour conclure ou non à une demande de mise à jour de l'ERS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance rejets atmosphériques - transmission rapports

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2015, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports annuels de rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fours de forges et de traitements thermiques doivent fonctionner soit au gaz naturel soit à l'électricité.</p> <p>En tout état de cause, les niveaux d'émission ne peuvent excéder les valeurs limites d'émission suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poussières : 150 mg/Nm³ - Composés Organiques Volatils : 110 mg/Nm³ , si le flux est supérieur à 2 kg/h (hors méthane). <p>Les émissions de NOx ne peuvent excéder les valeurs limites d'émissions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fours de forge : 1 000 mg/Nm³ (à 3% d'O₂) ; - Fours de traitements thermiques : 400 mg/ Nm³ (à 3% d'O₂). <p>Si l'exploitant est en capacité de justifier l'analogie entre les fours présents au sein de son établissement (combustible identique, allure de marche comparable, et technologie similaire), il est admis que seuls :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 fours de forge, - 3 fours de traitements thermiques, <p>fassent annuellement l'objet de mesures de rejets atmosphériques.</p> <p>Dans les limites du fonctionnement industriel des fours, les contrôles des rejets s'effectueront chaque année sur des fours différents de ceux analysés à l'année n-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est informé que :</p> <p>1/ l'annulation du contrôle inopiné Air pour en 2022 entraîne sa reprogrammation pour 2023.</p> <p>2/ l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 (portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère précise les modalités de délivrance de l'agrément aux laboratoires) a été modifié par l'arrêté ministériel du 29 mars 2022 (www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045537789).</p>
<p>Observations : Concernant le contrôle des rejets atmosphériques, cf. la même demande que pour le précédent point de contrôle n°7.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Galerie minière et rejet industriel

Référence réglementaire : article L.512-20 du Code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, Galerie minière - curage de boues (intervention DPSM)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.
Constats : Les analyses sur les paramètres molybdène, nickel et antimoine n'ont pas été réalisées. Il est rappelé la nécessité de disposer des analyses sur ces paramètres avant une inspection dédiée. MM. CHANIAC et M. PYRAT rapportent des débits assez constants en sortie de galerie. Des observations d'eau chargée (couleur orange) sont périodiquement signalées à l'inspection ; L'exploitant indique ne pas voir connaissance d'activité en amont expliquant ces événements. La solution d'un hydrocurage de la galerie ne se justifierait pas ; l'eau ferrugineuse le serait déjà à l'origine, avant entrée dans la galerie. Il ne peut pas être écarté des périodes ou épisodes passés de dysfonctionnement de l'usine ; quand l'aciérie fonctionnait, des rejets dans la galerie ont pu être possibles. Mais il faut aussi souligner la qualité et le débit présents en amont de l'usine. L'exploitant ajoute que le Molybdène et Nickel font partie des alliages travaillés sur le site, mais l'Antimoine est absent des aciers spéciaux travaillés.
Observations : Rappelant les demandes précédemment formulées dans les constat 4 du rapport UID4243-EAR-020-520 d'inspection du 2 novembre 2020, avec un retour alors attendu sous 3 mois, les attentes suivantes sont reprécisées : <i>"Afin dans un premier temps de comprendre l'origine du Molybdène, du Nickel et de l'Antimoine observés dans les prélèvements de boues d'origine minière effectués aux points topo 24 et 5, il est demandé à l'exploitant de :</i> <i>- préciser les rejets d'eaux industrielles/pluviales/abattement de nappes... qui sont ou qui ont pu être rejetées par le passé</i> <i>dans cette galerie minière utilisée en tant que galerie des eaux pluviales par l'industriel. Préciser leur origine, les sources</i> <i>potentielles de pollution (substances et motivations), les éventuelles modifications d'exploitation.</i> <i>- localiser sur la carte déjà transmise par la DREAL les différents points de rejet en précisant l'origine de cette eau.</i> <i>- réaliser des analyses pour rechercher le Molybdène, le Nickel et l'Antimoine à minima :</i> <i>• sur le rejet d'eau du site arrivant en plafond de la galerie, en aval immédiat (environ 10 m) du regard R2 (cf. plan déjà fourni)</i> <i>• sur la nappe prélevée en rabattement et aboutissant au rejet visé.</i> <i>• sur tout autre point jugé utile par l'exploitant suite à ces investigations (autres sources de rejets...).</i> <i>Une analyse (historique notamment) des données de surveillance des eaux souterraines de la nappe concernée permettrait</i> <i>d'apporter des éléments complémentaires pour comprendre l'origine de ces substances.</i> <i>Un rapport complet de ces investigations est à fournir à l'inspection sous 3 mois à compter de la réception de ce rapport."</i> Une inspection spécifique sera programmée sur ce thème en 2023 ; la communication des éléments demandés (rapport complet dont analyses et réseaux) devra être réalisée préalablement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

